

INFO' ACTIONS

N° 134 – AVRIL 2023-OCTOBRE 2023



CLIMAT, FAIM, PAUVRETÉ : DES SOLUTIONS EXISTENT

LE DOSSIER DU MOMENT

**AU SAHEL,
CONSTRUIRE
UN AVENIR POUR
TOUTES ET TOUS**

EN DIRECT DU TERRAIN

**SÉISMES EN TURQUIE
ET EN SYRIE :
OXFAM AUX CÔTÉS
DES SURVIVANT·E·S**

TÉMOIGNAGE

**ACCÉLÉRATION
DES INÉGALITÉS :
IL EST POSSIBLE
D'INVERSER
LA TENDANCE !**



OXFAM
France



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE TUE, MASSIVEMENT. NOUS AGISSONS.

Le changement climatique tue, massivement. Ce n'est pas une énième projection des scientifiques. C'est notre propre constat. Nous sommes présents au Sahel et en Afrique de l'Est. Certaines régions subissent une sécheresse continue depuis cinq ans. 20 % de la population sahélienne a besoin d'une aide d'urgence pour accéder à de l'eau, à de la nourriture ou à un abri. L'aggravation de la faim en Afrique est la pire crise humanitaire depuis 1945. La réponse des pays les plus riches est trop tardive et trop faible. La conséquence est dramatique. En Éthiopie, au Kenya et en Somalie, une personne meurt de faim toutes les 36 secondes.

Ce n'est pas une fatalité. Les équipes d'Oxfam sont déterminées. Nous mettons tout en œuvre pour apporter un appui aux victimes. Au Burkina Faso, nous aidons les agricultrices à faire face aux aléas climatiques. En France, nous faisons campagne pour le doublement de l'assistance humanitaire. Il faut la porter à 1 milliard d'euros, dès cette année 2023 (voir notre dossier pages 5 à 7).

Face à cette situation, le secteur bancaire doit immédiatement renoncer à alimenter en capitaux les industries climaticides. C'est pourtant ce que continue de faire BNP Paribas. Nous avons décidé de poursuivre l'entreprise pour cette négligence coupable. Nous demandons à la justice qu'elle l'oblige à cesser de financer l'extraction fossile (p. 4).

Nous agissons également sur d'autres fronts. La confédération Oxfam soutient les victimes des conflits ou des catastrophes naturelles dans le monde entier. Depuis le déclenchement de

la guerre en Ukraine, nos équipes sont venues en aide à plus de 800 000 personnes (p. 4). En Turquie et en Syrie, après les séismes dévastateurs de février, nous prévoyons de soutenir plus de deux millions de personnes. Nous déployons notamment des activités en eau, hygiène et assainissement (p. 9).

Oxfam France désignera à l'automne son nouveau Conseil d'administration pour trois ans. Alors que mon mandat se termine bientôt, je remercie les extraordinaires bénévoles et salarié·e·s que j'ai eu la chance de côtoyer. Je témoigne qu'ils et elles transforment efficacement vos dons en actions, et veillent en coulisses au bon fonctionnement de notre organisation.

J'ai aussi une immense gratitude pour vous, qui lisez ces lignes. Vous soutenez par votre générosité l'indépendance de nos opérations. Vous ne cédez pas au fatalisme et vous participez à bâtir un monde juste et durable grâce au pouvoir citoyen. Votre confiance nous permet d'obtenir des résultats concrets et substantiels, comme récemment la création d'un fonds de soutien aux organisations féministes (p. 8). Le chemin est encore long pour réussir à inverser l'accélération des inégalités (p. 10). Nous le poursuivrons de manière résolue, avec vous.

Je vous souhaite une agréable lecture de votre Info'actions.

Frédéric Séguret
Président d'Oxfam France

OXFAM FRANCE VOUS REND DES COMPTES

En fin d'année dernière, nous avons organisé une conférence en ligne à l'attention de nos donatrices et donateurs. L'objectif : vous présenter les actions menées en 2022 en France et dans le monde grâce à votre soutien, et vous donner la parole pour nous poser toutes vos questions sur l'utilisation de vos dons et les actions d'Oxfam France. Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France, et plusieurs personnes de l'équipe d'Oxfam sont intervenues.

› SI VOUS LE SOUHAITEZ, VOUS POUVEZ VISIONNER L'ENREGISTREMENT :
www.oxfamfrance.org/webinaire-oxfam-france-vous-rend-des-comptes

S'INFORMER POUR S'ENGAGER : DÉCOUVREZ NOS FICHES « 5 ARGUMENTS »

Cinq arguments pour défendre une véritable justice fiscale, mais aussi cinq raisons de refuser la « fast fashion », cinq arguments pour défendre un meilleur accueil des réfugié·e·s climatiques... Rendez-vous en ligne pour télécharger et partager nos fiches afin de mieux comprendre les causes des inégalités dans le monde, et comment vous pouvez défendre avec nous un monde plus juste. Ensemble, déconstruisons les idées reçues et proposons de nouvelles alternatives pour un avenir plus juste et solidaire !

› POUR TÉLÉCHARGER LES FICHES :
www.oxfamfrance.org/fiches-5-arguments-pour-defendre



L'ACTION LOCALE COMME LEVIER ESSENTIEL POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE GENRE

En 2023, les inégalités entre les femmes et les hommes sont toujours une réalité partout dans le monde. Pire, ces dernières années ont été marquées par des reculs en matière d'égalité imputables à la pandémie de COVID et à la crise économique, ainsi qu'une montée des conservatismes à l'échelle de la planète. Les femmes devront encore attendre plus de 130 ans avant de connaître un monde égalitaire !

Il faut donc accélérer les efforts pour atteindre une réelle égalité entre les femmes et les hommes. Malheureusement, en France la « grande cause nationale du quinquennat » peine à se concrétiser. Le budget alloué à l'égalité femmes-hommes ne représente que 1 % du budget de l'Etat – 0,018 % du budget pour l'action du ministère des Droits des femmes...

Pourtant, des solutions existent pour faire changer les choses : créer des places en crèche, revaloriser les métiers les plus féminisés, allonger et mieux répartir les congés parentaux, ouvrir des centres d'hébergement pour les femmes victimes de violences... Autant de chantiers qui nécessitent du volontarisme politique et des moyens financiers.

L'action des collectivités locales, communes, intercommunalités, départements et régions est au cœur du quotidien des Français•e•s. Les collectivités assurent ou contribuent à des compétences essentielles telles que la vie scolaire, la petite enfance, l'urbanisme, les transports, l'action sociale, la culture ou la vie associative. L'échelon local est donc un échelon pertinent et incontournable pour mettre en place des politiques de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes.

UNE SOCIÉTÉ RÉELLEMENT FÉMINISTE, ON COMMENCE QUAND ?

Derrière les mouvements féministes se dessine une longue histoire de combats ayant permis d'arracher des droits pour les femmes partout dans le monde. Malgré ces victoires, les inégalités de genre persistent encore dans nos sociétés. Téléchargez notre livret numérique pour tout comprendre sur les inégalités femmes-hommes et les solutions pour les combattre !

► www.oxfamfrance.org/ebooks/ebook-droits-des-femmes



Marie-Basile Mbarga est auxiliaire de vie chez Logivita. Elle est également déléguée du personnel et se bat au quotidien pour une juste reconnaissance de son métier. © Julien Pebrel

AGRICULTURE : LES INÉGALITÉS SONT DANS LE PRÉ

Le secteur agricole n'échappe pas aux inégalités de genre. Pour les femmes agricultrices, le chemin est en effet particulièrement long : inégalités de revenus (les agricultrices gagnent en moyenne 29 % de moins que les agriculteurs), absence fréquente de statut, freins à l'installation ou à la formation, difficultés d'accès aux aides... dans le rapport « Agriculture : les inégalités sont dans le pré », nous nous sommes penché•e•s sur la situation des agricultrices en France, et sur les solutions à mettre en œuvre.

► POUR LIRE LE RAPPORT :
<https://bit.ly/inegalites-dans-le-pre>

En France, des villes à la pointe des initiatives féministes

Partout en France, des initiatives innovantes et féministes ont émergé ces dernières années. Et les résultats sont là ! 8 000 places en crèche créées à Paris en près de 10 ans, plus de femmes victimes de violences accueillies chaque jour à Nantes, un rééquilibrage des subventions de la ville de Lyon entre tournois sportifs féminins et masculins, etc. Ces exemples sont le fruit d'un engagement local pour faire avancer les droits des femmes, et doivent alimenter le débat national. Des outils clés tels que la budgétisation féministe et les éga-conditionnalités existent également pour transformer la façon dont les politiques publiques sont menées. Dans notre rapport « Territoires féministes ! », nous montrons le rôle essentiel que les collectivités ont à jouer pour agir sur les inégalités liées au genre. Et si les collectivités territoriales étaient les mieux placées pour développer une approche féministe sur les territoires ?

Pour en savoir + : <https://bit.ly/territoires-feministes>



A VOUS D'AGIR

Vous aussi, interpellez votre collectivité pour qu'elle devienne un territoire féministe :

<https://bit.ly/interpeller-ma-collectivite>



LES INFOS DE CES DERNIERS MOIS

L’Affaire BNP : stop au développement des énergies fossiles !

Les banques occupent aujourd’hui une place prépondérante dans notre économie. Par les choix d’investissements ou de financements qu’elles font, c’est tout un modèle de société qu’elles façonnent. Et le constat est sans appel : **les trois premières banques françaises – BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale – ont chacune une empreinte carbone supérieure à la France !**

Si ces émissions sont aussi considérables, c’est parce qu’en-core aujourd’hui, les banques investissent massivement notre argent dans les industries polluantes. Elles participent active-ment aux dérèglements climatiques.

Depuis des années nous documentons, analysons et mettons en lumière **l’impact colossal des banques et du secteur financier sur le climat**. Les temps ne sont plus aux discours mais aux actes pour protéger la planète et ses habitant•e•s. C’est la raison pour laquelle, il y a quelques semaines, nous avons lancé avec deux associations partenaires – Les Amis de la Terre France et Notre Affaire à Tous – **une action inédite contre la banque la plus polluante de France**. Le 23 février, nos trois associations ont officiellement attaqué BNP Paribas en justice, pour non-respect de son devoir de vigilance en matière climatique ! Ce procès est historique : **c’est la première fois qu’une banque devra passer devant le juge en raison de ses soutiens aux énergies fossiles**.

Si nous avons décidé d’avoir recours à la justice, c’est parce que malgré l’urgence d’agir contre les changements climatiques, les réponses et engagements des grandes banques sont toujours largement insuffisants. Les bombes climatiques développées par des géants de l’industrie comme Total ne pourraient pas voir le jour si les banques comme BNP n’étaient pas là pour les financer ! L’impératif de cesser le développement des énergies fossiles fait pourtant consensus auprès de la communauté scientifique.

BNP Paribas est une multinationale très puissante avec des moyens financiers considérables. Nous le savons, cette action juridique risque de durer plusieurs années. **Désormais, l’Affaire BNP est entre les mains des juges**. Après la victoire de l’Affaire du Siècle en 2021, ce procès historique ouvre une nouvelle page de l’histoire de la justice climatique !

► Rejoignez le mouvement pour contraindre les banques à agir pour le climat en signant la pétition sur www.affaire-bnp.fr



© Affaire BNP

Ukraine : un an après le début du conflit, les besoins sont toujours immenses



Natalia et son fils de neuf mois ont trouvé refuge en Pologne
© Tineke D’haese/Oxfam

Le 24 février 2022, la Russie démarrait une offensive militaire en envahissant l’Ukraine. **Plus d’un an après, la guerre fait encore rage et les conséquences de ce conflit sont immenses**. 14 millions d’Ukrainiennes et d’Ukrainiens ont dû fuir leur foyer pour échapper aux bombes et aux affrontements. A l’intérieur du pays, un tiers des ménages se trouvent en situation d’insécurité alimentaire, et 13 millions de personnes ont besoin d’une assistance en matière d’eau et d’assainissement.

Dès le déclenchement du conflit, les équipes d’Oxfam se sont mobilisées, en Pologne dans un premier temps, puis en Roumanie et en Moldavie où de nombreux•ses Ukrainiens et Ukrainiennes ont trouvé refuge.

Nous sommes actuellement présents en Ukraine pour apporter un soutien aux victimes du conflit : nous fournissons notamment de l’eau potable dans les zones où les infrastructures ont été endommagées. Oxfam travaille avec neuf partenaires dans le pays pour aider les personnes à accéder à des services de protection par le biais de moyens de transport sûrs, de services mobiles de consultation et d’assistance téléphonique. Nous intervenons également avec une aide juridique et psychosociale, ainsi qu’un soutien pour l’hébergement et la réinstallation.

Nos actions se poursuivent également en Pologne, en Moldavie et en Roumanie, pays via lesquels 11,8 millions de personnes ont fui les zones de conflits. Nous y menons notamment des activités en eau, hygiène et assainissement (construction ou rénovation d’infrastructures pour l’eau potable, installation de sanitaires, distribution de kits d’hygiène et de produits d’hygiène féminine), fournissons une aide alimentaire, de l’argent, des abris. Nous apportons également un accompagnement juridique et un soutien psychologique, en particulier auprès des femmes et des jeunes filles qui sont particulièrement exposées aux abus et violences.

Depuis le déclenchement du conflit, nos équipes sont intervenues auprès de plus 800 000 personnes, dont 140 000 en Ukraine. Merci pour votre soutien qui rend ces actions possibles !

► EN SAVOIR + : www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences/urgence-ukraine



LE DOSSIER DU MOMENT

AU SAHEL, CONSTRUIRE UN AVENIR POUR TOUTES ET TOUS



Territoire couvrant notamment le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad, situé aux abords du désert du Sahara, et accueillant presque 100 millions d'habitant·e·s, la région du Sahel cristallise de très nombreux défis : pauvreté extrême et inégalités criantes affectent la vie de millions de personnes. Le Sahel fait aujourd'hui partie des régions les plus pauvres et les plus fragiles au monde : 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et 2,5 millions d'enfants ne vont pas à l'école. Les conditions climatiques, qui ne cessent de se dégrader, renforcent encore la vulnérabilité de la population, touchant en premier lieu celles et ceux qui ont le moins les moyens d'y faire face.

Mais le Sahel possède aussi un potentiel de développement immense et regorge d'importantes richesses naturelles, énergétiques et culturelles. Les populations sahéliennes font depuis longtemps preuve d'une exceptionnelle résilience face aux défis du quotidien.

Au Burkina Faso, Aguiratou a bénéficié d'une formation aux techniques agricoles pour s'adapter aux changements climatiques. Cela lui a permis d'améliorer les rendements de ses cultures et de diversifier ses activités malgré les aléas climatiques. © Samuel Turpin/Oxfam



LE SAVIEZ-VOUS ?



65 % de la population du Sahel a moins de 25 ans, ce qui en fait l'une des régions les plus jeunes au monde.



7,6 millions de personnes auront besoin d'assistance alimentaire en 2023 au Mali, Niger et Burkina Faso.



Les pays du Sahel sont responsables de seulement 0,25 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale.



Au Mali, Bandiougou Sanogo plante des arbres pour freiner la dégradation des sols. © Diafara Traoré/Oxfam

Le Sahel, un territoire à la croisée de crises multiples

Le Sahel est une région à la richesse humaine et au potentiel de développement immenses, mais qui fait malheureusement face à une crise multidimensionnelle depuis de nombreuses années. Les inégalités profondes qui séparent certaines strates des populations, nourrissent de nombreuses crises dans la région : déplacements forcés, crises politique, humanitaire, économique, environnementale, climatique, alimentaire et sécuritaire.

Au cours de la dernière décennie, l'héritage de situations politiques fragiles et d'une faible gouvernance s'est traduit par des conflits violents, dans le bassin du lac Tchad puis au Mali. L'insécurité a poussé des millions de personnes à quitter leurs foyers. Les habitant·e·s se retrouvent alors **privé·e·s de moyens de subsistance, d'un accès aux services de base d'éducation ou de soins, les exposant à de nouveaux risques et les rendant encore plus vulnérables aux chocs.**

Depuis la pandémie de COVID, les conditions de vie des plus démunis se sont encore dégradées davantage. **Aujourd'hui, la crise du Sahel central est celle qui se détériore le plus rapidement au monde.** On estime que 20 % de la population sahélienne, soit 24 millions de personnes, a besoin d'une assistance humanitaire d'urgence en termes d'abris, d'accès à l'eau, à la nourriture et à des moyens d'existence, aux soins de santé, à l'éducation. Au Sénégal, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, la moitié de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

Une crise alimentaire dramatique exacerbée par les changements climatiques

Cette dernière décennie, le Sahel a connu la plus forte augmentation de la faim à l'échelle mondiale, et fait face aujourd'hui à l'une des pires crises alimentaires au monde : on estime que 7,6 millions de personnes au Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso) auront besoin d'assistance alimentaire en 2023. Au Burkina, 3,4 millions de personnes sont déjà menacées par la famine, tandis que la production céréalière a chuté de près de 40 % au Mali au cours de la dernière décennie.

Si les causes de cette crise alimentaire sont multiples, elle est considérablement exacerbée par les changements climatiques à l'œuvre dans la région. Ces dernières années, la température y a augmenté plus vite que la moyenne mondiale, et

les précipitations moyennes ont diminué dans tous les pays. La mauvaise répartition des pluies dans le temps et l'espace provoque des épisodes de sécheresse suivis d'inondations, détruisant les cultures lors des crues, ou provoquant des déplacements de populations importants. La fréquence des tempêtes extrêmes a déjà plus que triplé ces 35 dernières années au Sahel.

« À cause du manque de pluie, l'année dernière, les graines n'ont pas toutes poussé et nous n'en avons pas pu en tirer grand-chose. Cette année, j'ai beaucoup perdu. »

Ramata Sanfo, Burkina Faso

Une situation qui illustre également de manière dramatique les inégalités climatiques : **les pays du Sahel sont responsables de seulement 0,25 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale.** Ils font pourtant partie des pays qui subissent le plus durement les effets des changements climatiques. Et les prévisions sont alarmantes pour les années à venir. La production des denrées alimentaires de base comme le millet et le sorgho risque de s'effondrer encore de 25 % si le réchauffement mondial dépasse les 2 °C. Au Burkina Faso, ce réchauffement provoquera une réduction supplémentaire de 15 % à 25 % de la production céréalière.

La faim est un échec politique

Si aujourd'hui la famine sévit et s'amplifie, au Sahel mais aussi dans d'autres régions du monde – comme dans la Corne de l'Afrique qui connaît la pire crise alimentaire depuis 1945 – ce n'est pas un hasard : **c'est le résultat de décennies de choix politiques et économiques qui ont façonné un monde devenu hostile pour ses propres habitant·e·s.**

La responsabilité des pays les plus riches dans la crise climatique est immense, et pourtant ce sont les pays les moins responsables des changements climatiques qui en subissent le plus fortement les conséquences.

L'action d'Oxfam au Burkina Faso



© Samuel Turpin

« Le projet offre aux femmes vulnérables qui n'ont pas accès à la terre la possibilité de cultiver une parcelle dans une ferme collective. Nous sommes 50 femmes à travailler sur le site. J'ai appris à produire du bio avec des techniques respectueuses de l'environnement. Je peux maintenant nourrir ma famille tout au long de l'année. Je vends même une partie de ma récolte pour prendre en charge les dépenses médicales et les frais de scolarité des enfants. »

Alizeta Sawadogo est agricultrice au Burkina Faso. Elle a 55 ans, est veuve et mère de huit enfants. Toute sa vie, elle a pratiqué l'agriculture et cultivé des céréales. Mais les rendements de ses cultures étaient devenus de plus en plus faibles en raison des effets du changement climatique : il y a de moins en moins de pluies et la saison sèche est plus longue et plus intense. Alizeta a pu bénéficier d'une parcelle dans une ferme collective, et a été formée aux techniques horticoles pour diversifier ses activités.

La moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 10 % des émissions de CO₂, tandis que les 10 % les plus riches en génèrent à eux seuls 50 %.

Face à ces situations dramatiques et à l'urgence de la situation, la mobilisation de la communauté internationale reste bien trop faible. En 2022, à peine 62 % des besoins de financements humanitaires estimés par l'ONU pour faire face à la crise de la faim au Sahel et dans l'Est de l'Afrique ont été comblés. Un contexte dans lequel la France ne fournit pas sa juste part, n'ayant financé que 1,2 % de cette somme totale.

Aujourd'hui, des changements politiques majeurs sont nécessaires et urgents afin de gérer la double crise du climat et de la faim. Si des mesures de grande ampleur ne sont pas prises immédiatement, la faim continuera à monter en flèche.

C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous demandons à la France de **doubler son aide humanitaire pour la porter à un milliard d'euros dès cette année 2023**, en s'assurant qu'au moins la moitié réponde aux crises que traversent les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique. Sans un élan de générosité sans précédent des Etats les plus riches, il sera impossible de sortir des crises actuelles.

Par ailleurs, au-delà de la réponse d'urgence, la France comme tous les pays riches doivent s'assurer du développement à long terme de ces pays afin de faire face aux défis futurs qui se multiplieront avec le changement climatique. Il est primordial de renforcer l'aide au développement à destination du Sahel. Ce n'est pas une question de charité mais de redistribution et de justice, à une époque où les pays de l'OCDE ont un revenu par habitant 52 fois supérieur à celui des pays à faible revenu, ce niveau de revenu s'appuyant notamment sur l'exploitation passée et en cours du monde en développement.

Des député·e·s français·es au Sénégal pour mieux comprendre les enjeux de l'aide publique au développement

En janvier dernier, 5 député·e·s français·es se sont rendu·e·s au Sénégal avec Oxfam France. A travers des visites de programmes de développement, des rencontres avec des membres de la société civile et des habitant·e·s, les participant·e·s ont pu découvrir les barrières persistantes dans l'accès aux services essentiels, comme la santé ou l'éducation, la réalité déjà visible des changements climatiques et l'impact néfaste des industries extractives sur les populations les plus vulnérables du pays.

L'objectif de ce voyage : démontrer comment l'aide publique au développement, budget trop souvent sacrifié, est pourtant un outil indispensable pour l'amélioration de l'accès aux services essentiels dans les pays les plus pauvres. Chaque année, lors de l'examen du budget à l'Assemblée, les parlementaires ont en effet l'occasion de jouer un rôle crucial pour défendre des financements français ambitieux et le rôle de la coopération internationale.



A VOUS D'AGIR

Signez la pétition pour demander à Emmanuel Macron de porter l'aide humanitaire de la France à un milliard d'euros pour lutter contre la faim et sauver des millions de vies :

<https://bit.ly/crise-de-la-faim>



FÉMINISTES EN ACTION : FAIRE RÉSONNER LES VOIX DES ORGANISATIONS FÉMINISTES DANS LE MONDE

Partout dans le monde, les mouvements féministes sont en première ligne pour défendre les droits des femmes et faire reculer les inégalités basées sur le genre. Pourtant, ces organisations manquent souvent cruellement de moyens financiers. Lancé en 2021 avec plusieurs partenaires, le Fonds « Féministes en action » soutient des organisations indépendantes des Suds dans leur lutte pour un monde plus égalitaire, dans 31 pays. Rencontre avec trois activistes à l'occasion de leur venue en France pour convaincre les décideurs français de s'engager pour les droits des femmes dans les pays les plus pauvres.

Rolande Absayah



© JD Carle/ Oxfam

« Je souhaite faire comprendre aux hommes et aux populations de ma région que les femmes aussi ont le droit de s'exprimer, de mener des activités génératrices de revenu. Être une féministe en action, c'est pouvoir amener les gens à comprendre pourquoi les femmes aussi ont des droits. Nous sommes toutes et tous des personnes égales ! »

Rolande est Présidente de l'Association au Secours des Filles Mères au Cameroun. L'association travaille dans le nord du pays, notamment sur la question des mariages précoces et des mariages forcés. Elle propose des formations et mène des actions de plaidoyer.

Adeline Negob



© JD Carle/ Oxfam

« Être une féministe en action pour moi, c'est revendiquer les droits des femmes. Nous voulons montrer au monde entier qu'en tant que femmes, nous avons le droit à la parole, le droit de travailler, le droit de faire ce que nous voulons ! ».

Adeline est fondatrice et présidente de l'Association pour l'épanouissement de la femme (APEF) qui milite pour l'autonomisation des femmes et accompagne les femmes victimes de violences au Tchad. L'association écoute, oriente et accompagne les victimes de violences, sur le plan juridique et judiciaire. Elle réalise également des campagnes de sensibilisation sur les violences basées sur le genre.

Najet Araari



© JD Carle/ Oxfam

« Je rêve d'une société sans violences à l'égard des femmes, sans discriminations à l'égard des groupes vulnérables. On sait que c'est un combat très long. J'essaie de transmettre mon rêve à d'autres générations qui vont continuer le combat. »

Najet est sociologue et fait partie de l'Association tunisienne des femmes démocrates, qui milite pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes. L'association lutte contre les violences faites aux femmes avec quatre centres d'écoute et d'orientation juridique dans le pays.

Séismes en Turquie et en Syrie : Oxfam aux côtés des survivant.e.s



A Gaziantep en Turquie, les membres de la famille Oguz se sont réfugiés dans le centre d'exposition de la ville. Ils ne savent pas si leur immeuble est toujours debout et n'ont plus de source de revenus. © Tineke D'haese/Oxfam

Le 6 février, un séisme de magnitude 7,8 a frappé le Sud de la Turquie et le Nord de la Syrie, suivi de plus de 16 000 répliques les jours suivants. Les secousses ont été ressenties jusqu'en Égypte, en Israël, en Palestine, au Liban. Plus de 50 000 personnes ont perdu la vie, et des dizaines de milliers d'autres ont été blessées. En Turquie, 230 000 bâtiments, abritant des centaines de milliers d'appartements, se sont effondrés. Les dégâts sont immenses et on estime que 20 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire.

« Les gens vivent dans des voitures, des mosquées, des tentes ou se blottissent autour des feux dans des conditions glaciales. Les abris d'urgence sont débordés et surpeuplés ».

Meryem Aslan, travailleuse humanitaire d'Oxfam en Turquie

Déjà présentes dans la région, les équipes d'Oxfam en Turquie et en Syrie et nos partenaires locaux ont pu se mobiliser dès les premières heures après le premier séisme, pour évaluer les besoins dans les zones touchées. Dans les premiers jours suivants la catastrophe, nos interventions se sont concentrées sur la réponse aux besoins les plus urgents des sinistré.e.s : fourniture d'eau potable, de nourriture (notamment des aliments pour enfants et bébés) ainsi que de kits d'hygiène, couvertures, couches, habits chauds, sacs de couchage, lampes torches et autres biens de première nécessité.

En Syrie, le tremblement de terre a ébranlé un pays déjà dévasté par la guerre. Depuis 2013, Oxfam apporte son soutien aux victimes de la crise syrienne, en Syrie, en Turquie, en Jordanie et au Liban. Aujourd'hui, ces populations déjà très vulnérables font face à une situation dramatique. Une aide d'urgence est indispensable alors que 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et que 9,3 millions de Syrien.ne.s se trouvaient déjà en situation d'insécurité alimentaire avant le tremblement de terre.

Plusieurs semaines après la catastrophe, les besoins sont toujours immenses dans les deux pays, et nos équipes et nos partenaires restent mobilisés. En Syrie, Oxfam a livré plus d'un million de litres d'eau potable dans 46 centres d'hébergement qui accueillent des personnes sinistrées, installé 40 réservoirs d'eau et réparé les dommages causés par le séisme à des pompes et des canalisations d'eau sur 28 sites à travers le pays. Nous participons à l'analyse de la stabilité des bâtiments et à l'étanchéité des systèmes d'approvisionnement en eau. En Turquie, nos équipes ainsi que les 78 coopératives de femmes membres d'Oxfam Turquie ont pu distribuer des biens de première nécessité et ouvrir des cuisines communautaires afin de distribuer des repas chauds aux sinistré.e.s.

Dans les prochains mois, les équipes d'Oxfam ont pour objectif de venir en aide à 1,5 millions de personnes en Turquie et 600 000 personnes en Syrie. En France, votre générosité a permis de collecter plus de 208 000 euros. Nos actions sont rendues possibles grâce à votre soutien. Merci !

**POUR SOUTENIR NOTRE RÉPONSE D'URGENCE
EN TURQUIE ET EN SYRIE :**
www.oxfamfrance.org/urgence_Turquie_Syrie

“ TÉMOIGNAGE

Accélération des inégalités : il est possible d'inverser la tendance !



Depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté 63 % des richesses produites dans le monde, près de deux fois plus que le reste de la population mondiale. Mais si la société est globalement plus riche que jamais, près de la moitié de l'humanité peut encore aujourd'hui

être considérée comme pauvre. C'est le constat révélé dans notre nouveau rapport sur les inégalités mondiales, « La loi du plus riche », publié en janvier. Rencontre avec Stanislas Hannoun, Responsable de la campagne Justice fiscale et Inégalités à Oxfam France.

Comment évoluent les inégalités dans le monde ?

La crise du COVID a frappé un monde déjà profondément inégalitaire, et malgré tous les appels à penser un monde d'après plus juste et plus durable, on assiste ces dernières années à une véritable accélération des inégalités. Depuis 2020, deux tiers des richesses mondiales produites ont été captées par les 1 % les plus riches. C'est considérable ! Dans le même temps, 95 millions de personnes ont sombré dans l'extrême pauvreté en 2022 selon la Banque Mondiale.

Le constat est identique en France : depuis 2020 les dix premiers milliardaires français ont gagné 189 milliards d'euros de plus : c'est l'équivalent de deux ans de facture d'énergie pour l'ensemble des Français•e•s.

Comment Oxfam se mobilise sur le sujet ?

Depuis plus de dix ans, chaque année en janvier, la confédération Oxfam publie un état des lieux des inégalités dans le monde. Ce rapport est le résultat de plusieurs mois de travail de nos expert•e•s, qui analysent les causes profondes derrière les inégalités et la pauvreté, et présentent des solutions concrètes et réalistes pour une société plus juste. Car nous en sommes convaincu•e•s : cette spirale des inégalités n'est pas une fatalité, mais la conséquence de choix politiques et économiques injustes qui même en temps de crise, favorisent les plus fortuné•e•s et les plus puissant•e•s au détriment des plus vulnérables. Pourtant, des solutions existent !

Pourquoi ce travail de recherche est-il important ?

Ce travail de recherche et d'enquête est essentiel : tout d'abord pour connaître et analyser les causes et les mécanismes derrière les inégalités et la pauvreté. Ensuite, nos rapports et publications nous permettent de nous appuyer sur des don-



nées concrètes et chiffrées afin d'informer et mobiliser les citoyen•ne•s, d'alerter les médias, et de défendre des solutions auprès des responsables politiques et économiques. Et ça fonctionne ! Cette année, notre rapport « La loi du plus riche » a été repris plus de 900 fois dans les médias français, ainsi que par de nombreuses personnalités, notamment au moment de la mobilisation contre la réforme des retraites. C'est indispensable pour nous d'être présents dans le débat public pour pouvoir faire bouger les lignes !

En parallèle, les bénévoles de nos groupes locaux se sont aussi mobilisé•e•s dans de nombreuses villes en France, pour sensibiliser sur ces inégalités extrêmes, et porter nos propositions dans la rue auprès des citoyennes et citoyens.

« Depuis 2020, deux tiers des richesses mondiales produites ont été captées par les 1 % les plus riches. C'est considérable ! »

Quels sont les défis pour les prochains mois ?

Les inégalités sont un problème mondial qu'il convient d'attaquer sur tous les fronts, et notamment au sein des grandes entreprises. Dividendes records versés aux actionnaires, écarts de rémunération, évasion fiscale... de nombreux choix économiques contribuent à alimenter la spirale des inégalités. Nous nous apprêtons à publier une nouvelle étude qui met en lumière les écarts de rémunération au sein des 100 plus grandes entreprises en France. Nous nous pencherons également sur la question des dividendes et le partage de la valeur au sein des entreprises.

Pour lire le rapport « La loi du plus riche » : <https://bit.ly/la-loi-du-plus-riche>



CES PERSONNES QUI S'ENGAGENT



LES BÉNÉVOLES EN ACTION

La kermesse de Davos : des ateliers en pleine rue pour comprendre les inégalités !

En janvier dernier, à l'occasion de la publication de notre rapport « La Loi du plus riche » sur les inégalités dans le monde, les bénévoles du groupe local de Paris ont organisé une « Kermesse de Davos » ! Le concept ? Trois stands disposés sur la place du Panthéon et animés par les bénévoles, pour interpeller les passant•e•s et les sensibiliser à l'évolution des écarts de richesse. Au programme : chamboule-tout sur les inégalités, identification sur carte des trajets en jet privé de Patrick Pouyanné, citations de personnalités politiques ou économiques à deviner. Pendant tout le mois de janvier et dans toute la France, les bénévoles des groupes locaux Oxfam ont également interpellé les passant•e•s lors de micros-trottoirs. En sensibilisant et informant les citoyennes et citoyens aux inégalités de richesses et à leurs impacts, par une kermesse ou un micro-trottoir, nos bénévoles exercent leur pouvoir citoyen et contribuent à leur échelle à la lutte contre les inégalités. Comprendre les inégalités et les solutions pour les combattre, c'est un premier pas crucial vers le changement !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamfrance.org/militer-localement

MARCHER POUR LA SOLIDARITÉ

Trailwalker Oxfam : rejoignez l'aventure bénévole !

Comme chaque année, les Trailwalker rythment le calendrier événementiel d'Oxfam, des moments de rassemblement où la solidarité et le sport se mettent au service de la lutte contre la pauvreté ! En mai puis en juillet, bénévoles, marcheuses, marcheurs, supportrices et supporters auront le plaisir de se retrouver autour des valeurs défendues par Oxfam pour un monde plus juste.

Les 13 et 14 mai, plus de 150 équipes prêtes à relever le défi de marcher 100 kilomètres en moins de 30 heures prendront le départ du Trailwalker en Gironde. Un nouveau parcours à la découverte des vignobles millénaires, des forêts de pins et de chênes et du patrimoine historique de la région. Le départ de cette édition girondine sera donné à Hostens, dans une zone fortement impactée par les incendies de l'été dernier, pour sensibiliser les participant•e•s aux conséquences directes des changements climatiques qui touchent d'ores et déjà les territoires français.

Le Trailwalker revient également au départ de Dieppe les 1^{er} et 2 juillet, pour sa quatrième édition normande. Plus de 300 équipes relèveront le défi et découvriront les falaises de craie, les paysages du littoral et la campagne normande.

Nous sommes toujours à la recherche de bénévoles pour faire de ces moments une fête. N'attendez plus et rejoignez-nous pour cette aventure solidaire unique !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamtrailwalker.fr



© Jan Schmidt-Whitley / Oxfam

MERCI

À TOUTES LES PERSONNES QUI NOUS SOUTIENNENT
ET PARTAGENT NOTRE CONVICTION QUE LA PAUVRETÉ
ET LES INÉGALITÉS NE SONT PAS INÉLUCTABLES.

TRANSMETTEZ VOS VALEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Grâce au soutien durable du legs, nos campagnes et nos actions ont un impact encore plus retentissant et nous permettent de contribuer à bâtir un monde plus solidaire et plus juste. Transmettre vos valeurs via un legs est un geste magnifique et émouvant de générosité envers les générations futures, pour un monde plus juste, en votre nom.

Oxfam France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie avec une exonération complète d'imposition par l'intermédiaire de son fonds de dotation, constitué conformément à la loi du 4 août 2008.

Pour toute question, Jérémie Maurin, responsable de la collecte de fonds et des legs se tient à votre disposition – en toute confidentialité : par courrier au 62 bis avenue Parmentier 75011 Paris, par téléphone sur sa ligne directe au 07 71 37 79 78 ou par e-mail : jmaurin@oxfamfrance.org.

POUR EN SAVOIR +
[HTTP://OXFAM/LEGUER](http://oxfamfrance.org/leguer)

AVANTAGE FISCAL

Les dons aux associations d'intérêt général comme Oxfam France ouvrent droit à une réduction d'impôt : si vous êtes imposable, 66 % du montant de votre don pourra être déduit du montant de votre impôt dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

Avec cet avantage fiscal, vous soutenez les actions d'Oxfam France et vous attirez également l'œil des responsables politiques en orientant une partie du montant des impôts vers la solidarité internationale !

Si vous avez soutenu nos actions en 2022, votre reçu fiscal vous a été envoyé par courrier ou par email fin février 2023. N'hésitez pas à nous contacter si vous ne l'avez pas encore reçu.



POUR EN SAVOIR +
[WWW.OXFAMFRANCE.ORG/REDUCTION-IMPOT](http://www.oxfamfrance.org/reduction-impot)

Oxfam France - INFO'ACTIONS 134
Périodicité biannuelle - ISSN : 1155-200X
Directeur de la publication : Frédéric Séguret
Coordination de la rédaction : Charlotte Béal
Rédactrice en chef : Cécile Duflot
Conception et réalisation graphique : Maya Lambert
Photo couverture : Au Burkina Faso, Aguiratou a bénéficié d'une formation aux techniques agricoles pour s'adapter aux changements climatiques.
© Samuel Turpin/Oxfam
Photo dos : Mobilisation pour le climat, octobre 2021
© Laurence Geai
Imprimé en France par ESTIMPRIM, 6, ZA À la Craye, 25110 Autecchaux

OXFAM FRANCE

62 bis avenue Parmentier
75011 Paris

Tél. : 01 56 98 24 40
info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org

 @oxfamfrance
 OxfamFrance

RENOUVELLEMENT DU LABEL DON EN CONFIANCE

- AVRIL 2022 -



OXFAM
France

